

peuvent faire dans le but de porter secours à ceux qui réclament leur appui.

Le tableau suivant que nous trace M. L. O. David, dans l'*Opinion Publique*, est bien propre à attirer la sympathie de toute la population canadienne à l'aise, dans le cas où l'on ferait appel à sa charité :

Voici ce que nous lisons dans ce journal :

" Il y a en ce moment à Montréal des milliers d'hommes forts et courageux, sans ouvrage, sans pain, sans espoir ; un grand nombre n'ont rien gagné depuis des mois, ils n'ont plus d'argent, plus de crédit, et ils ont cependant des femmes et des enfants qu'il faut nourrir, qu'il faudra chauffer dans quelques semaines ; beaucoup ne font qu'un repas par jour ; les plus à plaindre sont ceux qui n'osent avouer leur misère : on les voit quelquefois, le soir, quand il fait noir, frapper à la porte des maisons et demander, en se détournant la tête, la charité ; le plus souvent, ce sont leurs femmes et leurs enfants qui accomplissent cette triste mission.

" Nos rues sont remplies de gens à l'air malheureux, allant de côté et d'autre solliciter un peu d'ouvrage, et retournant, le soir, le désespoir dans l'âme, vers leurs familles désolées.

" Conçoit-on ce que doivent souffrir ces malheureux, quand à leurs pauvres enfants, à des femmes épuisées qui accourent au-devant d'eux, ils n'ont à donner pour toute réponse que ces mots cruels : " Rien. " Est-il étonnant que parfois le sang leur monte à la tête, que la colère leur inspire de mauvaises pensées et que l'idée leur vienne de prendre ce qu'ils ne peuvent gagner ?

" Si encore ils voyaient arriver la fin de leurs maux ! mais non, ils n'ont pas cet espoir, et il serait cruel de le leur donner.

" Nos villes sont encombrées ; elles ont plus de population qu'elles ne peuvent en faire vivre, et des années s'écouleront avant que Montréal soit capable d'employer des milliers de menuisiers, de charpentiers, de peintres, de maçons, d'ouvriers que la crise a jetés sur le pavé.

" Un grand nombre viennent de la campagne ; ils ont été élevés sur des terres ; un jour, ils se sont laissés séduire par l'éclat trompeur de la ville ; ils se sont laissés tenter la tête par la fièvre monétaire qui a exercé de si grands ravages dans notre cité ; ils ont quitté leurs champs pour venir s'enrichir à la ville.

" Ils voient leur erreur maintenant ; ils comprennent qu'ils ont lâché la proie pour l'ombre ; ils désirent s'en retourner à la campagne ; ils sont prêts à s'enfoncer dans la forêt, à s'y établir. Mais n'ayant plus rien, pas un sou, ils demandent qu'on les aide, qu'au lieu d'une année infructueuse on leur donne les moyens de vivre en travaillant, en enrichissant le pays par le défrichement des terres incultes. Comment leur refuser cela ?

" Le Gouvernement a fait sa part ; on demande à la Corporation de faire la sienne, et le clergé, le public de la campagne comme de la ville seront ensuite invités à compléter l'œuvre. On demande à la Corporation de Montréal de donner \$20,000 dans le cours d'un an pour en faire une source de richesse nationale des éléments de désordre et de pauvreté, de transformer en tous citoyens, en agents de production, une population qui s'appauvrit et peut mettre d'un moment à l'autre sa paix en danger.

" Comment Montréal, qui a donné \$50,000 aux incendies de Chicago, qui n'a jamais refusé de secourir les étrangers en détresse, pourrait-il rester indifférent à la misère de ses propres enfants ?

" On ne peut craindre qu'il y ait spéculation, puisque les organisateurs du mouvement sont prêts à confier l'administration de la Société qui sera formée aux autorités municipales et à accepter le bureau de direction que les citoyens de toutes nationalités voudront former ; on ne peut être arrêté par la crainte que l'argent sera employé à faire vivre des paresseux, puis qu'il ne sera donné à chaque colon que ce qu'il aura à peu près gagné.

" Il n'y a pas d'argent, va-t-on dire. Il est des circonstances où les gouvernements et les corporations n'ont pas le droit de dire qu'ils n'ont pas d'argent, car ils en trouvent toujours pour des cas d'urgence et de nécessité absolue ; or, il s'agit d'un cas de cette nature.

" Il serait étonnant que nos compatriotes anglais, si généreux et si pratiques ou même dans leur charité, ne vissent pas tout ce qu'il y a de noble et d'utile dans le projet que nous leur soumettons. Partout dans toutes les grandes villes des Etats-Unis, on comprend la nécessité de décharger les villes encombrées au profit de la colonisation, de pousser les flots tumultueux de population qui les inondent et les effraient, vers les champs et les plaines fertiles que la charrue du colon n'a pas encore remués.

" Ici plus que partout ailleurs, la colonisation doit être l'objet des efforts de tous ceux qui s'intéressent au bien-être de la société, à l'avenir de leur pays. L'industrie, sans doute, peut faire beaucoup, mais elle n'offrirait pas seule un remède assez prompt au mal qui nous presse.

" Tant pis pour ceux qui auront enlevé à un si grand nombre de malheureux leur dernier espoir, et au pays la seule planche de salut qui lui reste.

" Nous avons tout dit et tout fait, depuis un mois, pour leur ouvrir les yeux, pour agir sur leur cœur et leur intelligence. Nous n'aurons pas de reproches à nous faire."

Comme remède contre la crise qui sévit si cruellement parmi la classe ouvrière on a recommandé la colonisation de nos terres qui ne demandent que les bras de l'homme pour produire abondamment. Que tous les amis de l'agriculture secondent ce mouvement. Les cultivateurs n'ont pas d'argent à offrir à ceux qui désirent se faire colons, mais ils ont des grains de semences ; qu'ils en fassent une part en faveur de ces nouveaux défricheurs. Par ce moyen nous retiendrons dans le pays nos compatriotes qui seraient tentés de se rendre aux Etats-Unis. Malheureusement, un trop grand nombre de Canadiens sont allés aux Etats-Unis grossir le coffre-public de ces états aujourd'hui livrés à l'agiotage.

— Le tableau suivant de la situation actuelle des Etats-Unis, que nous empruntons à l'*Opinion Publique*, suffira pour nous faire connaître l'état de ce peuple qui se promettait l'âge d'or. L'auteur de cet écrit est M. Anthony Ralph, de New-York. Voici comment il s'exprime :

" Je sais par les journaux que le commerce va mal en Canada ; on le répète sur tous les tons depuis deux ans, je suis bien obligé d'en être persuadé ; mais pourquoi trait-il mieux aux Etats-Unis et en particulier à New-York ? N'est-ce pas de cette capitale que la saute qui peut financer s'est fait entendre en 1873, entraînant dans le même dévouement un nombre infini de banques et de maisons de commerce ? Depuis, cette pauvre ville est protégée dans toutes les villes de l'Union et à même gagnée Montréal. Partout l'industrie a souffert cruellement, la richesse individuelle a été dépréciée et ainsi que la main-d'œuvre. Ceci a été dit un million de fois, mais je le dirai une fois de plus, et j'y prouverai que la misère est plus grande pour les travailleurs aux Etats-Unis qu'au Canada.

" Car il s'agit d'empêcher à tous prix les Canadiens de quitter leur patrie pour tomber dans une impasse où ils ne trouveront que d'amères déceptions.